

# Il y a 150 ans, la Commune de Bordeaux en écho à celle de Paris

**On commémore en ce printemps 2021 le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris. La Grande Histoire a-t-elle marqué Bordeaux au même moment ? Oui. Mais pourquoi la ville a-t-elle échappé à la mémoire de l'extrême gauche et de la République ?**

## **Que s'est-il passé à Bordeaux au début du printemps 1871 ?**

En fait, les événements de révolte à Bordeaux ne durent que quelques jours en avril. À partir du 8, des militants d'extrême gauche collent des affiches dans le centre-ville, appelant à la révolte et surtout proclamant l'indignation face aux événements de la capitale, assiégée par l'armée des « Versaillais » sous l'égide du gouvernement d'Adolphe Thiers, replié à Versailles. Une manifestation se déroule à Bordeaux le 12, accompagnée par de nombreux groupes où l'on discute de la situation, de la conception de la République, d'une possible révolte en Gironde. Le 13, la circulation est bloquée ici et là ; 150 affiches nouvelles et ardentes sont collées.

Le 16, des manifestants marchent vers la Mairie pour y proclamer la Commune. Le 17, ils marchent vers la caserne du cours des Fossés (actuel cours Victor-Hugo, NDLR) dans la journée et encore le soir. On dénonce la menace répressive de l'Armée et on espère le ralliement des soldats, comme à Paris. Le 18, une énorme manifestation se déploie encore cours des Fossés ; or le sixième bataillon de la Garde nationale défile crosse en l'air. La colère s'attise. Le soir, la rue du Mail est occupée et de petites barricades se dressent. Durant tous ces jours aura régné une fébrilité revendicative, voire vindicative : cris, insultes, jets de pierre, chants patriotiques, tambours en appel à l'insurrection.

## **Comment s'est produit le retour à l'ordre ?**

Aucun bain de sang n'a été nécessaire ! Nommé le 10 avril, le préfet Ferdinand Duval pratique l'attentisme et la fermeté tout à la fois, sans provocations involontaires. Des policiers déchirent ou retirent les affiches. D'autres veillent à encadrer peu ou prou les manifestants. On ne peut guère compter sur les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> bataillons de la Garde nationale – en majorité des volontaires issus des classes moyennes – car ils sont hostiles à la lutte fratricide de Paris. Mais ils ne se soulèvent pas pour autant. C'est la cavalerie qui intervient avec des soldats : on procède à des arrestations de-ci de-là ; puis, le 19, soixante-dix manifestants sont appréhendés ; et les forces de l'ordre reprennent le contrôle de la rue, sous les ordres du général Raoul de Bisson.

## **Pourquoi un puissant mouvement de foule révoltée ne s'est-il pas produit ?**

Peut-être a joué la peur de la répression puisque la Commune de Marseille, proclamée le 23 mars, a été réprimée le 4 avril, après l'échec des mouvements de Narbonne, Saint-Étienne, Toulouse, Le Creusot et Lyon entre le 22 et le 31 mars. Mais, surtout, on peut penser que « les élites » du peuple bordelais ont constitué une gauche à la fois solidaire des Communards de Paris et lucides quant aux débouchés d'une esquisse de révolution.

En effet, le peuple militant est plutôt organisé autour de l'Association internationale des travailleurs, la première Internationale. Elle est fort influente à Bordeaux, au sein des salariés des deux compagnies de chemins de fer (Paris Orléans et Midi) et des Ateliers ferroviaires du Midi, mais aussi au sein des salariés des entreprises industrielles de taille moyenne grande. Or Paul Lafargue, le gendre de Karl Marx, animateur clé de l'AIT est descendu en Gironde (où vit son père) pour y animer une section de l'AIT et un mouvement d'idées en soutien à la Commune de Paris. Il souhaite organiser le peuple, mais n'appelle qu'à des manifestations, sans lancer de révolte immédiate.

Joue aussi l'influence d'une gauche républicaine hostile aux thieristes et aux « modérés » mais résolument militante en faveur d'une République démocratique. Le maire Émile Fourcand assure des liens solides entre l'extrême gauche et ce qu'on pourrait qualifier de « gambettistes », puisque Léon Gambetta a été une figure de proue lors du séjour de l'Assemblée nationale à Bordeaux du 12 février au 12 mars 1871. À plusieurs reprises, le maire provisoire, issu des premières élections municipales des 6 et 13 août 1870, lance des appels au calme (le 19 mars, le 14 avril). Il réunit les officiers de la Garde nationale à la mairie le 11 avril pour les convaincre de ne pas céder à la pression. Une mission de conciliation est même montée à Paris à l'instigation du maire, le 24 avril.

## **Un combat des idées dans la presse**

Une sorte d'éducation du peuple s'effectue aussi par voie de presse. En effet, en rivalité avec les journaux conservateurs, plusieurs journaux « de gauche » se veulent des pédagogues de la République ; et chaque exemplaire est partagé entre plusieurs lecteurs, notamment dans les cafés. Les journalistes républicains fournissent les informations sur la crise parisienne mais aussi des tribunes qui peuvent orienter l'opinion militante. C'est que plusieurs courants agissent en parallèle : le Comité républicain, le Comité central de propagande républicaine, l'AIT, face au Comité libéral conservateur.

Bien sûr, les événements de la mi-avril expriment les réactions d'une spontanéité épidermique d'un peuple inquiet et porté par un élan de revendications idéologiques et sociétales. Le journal d'extrême gauche La Tribune porte le flambeau des espérances démocratiques face au quotidien La Gironde, plutôt de centre gauche. Il fait part ainsi des idées de Lafargue, revenu à Bordeaux le 20 avril. Le responsable de l'AIT, l'ouvrier Pierre Delboy, parvient à fédérer les travailleurs syndiqués et des militants et à les orienter vers l'enjeu des premières élections municipales tenues dans le cadre du nouveau régime, les 30 avril et 5 mai. Or la gauche les gagne, derrière Fourcand, avec 18 000 voix au premier tour, loin devant les 6 000 voix du premier libéral. Au second tour, l'AIT obtient même quatre élus, dont Delboy.

### **Effervescence et apaisement**

Certes, la grogne persévère. Une manifestation se tient place de la Comédie le 3 mai ; l'effervescence des idées et des débats continue lors des réunions sur les lieux de travail ou dans les cafés. D'un côté, le maire poursuit sa campagne de persuasion en faveur du respect de la nouvelle République, en appelant à l'espérance de la démocratie. De l'autre, l'action de la police s'accroît ; après avoir été fermée à la chute du Second Empire en symbole de la dictature bonapartiste, le « commissariat central » rouvre ses portes. La Tribune est même saisie les 20 et 28 mai, alors que La Gironde durcit le ton et dénonce l'extrémisme des Communards à la fin de mai : « C'est au nom de la République et par un gouvernement élu au suffrage universel que la Commune insurrectionnelle a été renversée » (26 mai).

Un facteur d'apaisement est procuré par les élections législatives complémentaires du 2 juillet 1871, provoquées par le fait qu'on pouvait être candidat dans plusieurs départements ; quand on était élu plusieurs fois, il fallait des élections pour pourvoir les postes non choisis. Or l'union des gauches et centre gauche est obtenue et la gauche obtient les quatre sièges, dont un pour Fourcand. Plus tard, lors des élections départementales, Delboy, au nom de l'extrême gauche, bat un républicain de gauche : malgré un courant de répression contre des extrémistes, la République peut se targuer de préserver un espace démocratique pour ceux qui acceptent de s'intégrer dans la démocratie du suffrage universel.

### **De nombreux facteurs d'apaisement**

On ne reconstruit pas l'Histoire ! Bordeaux était riche d'ouvriers et même de « chambres syndicales » – les syndicats devant attendre la loi de 1884 – et un véritable peuple aurait pu s'y insurger, comme l'indique la montée de la tension dans la rue du 10 au 19 avril. Pourtant, aucune insurrection ni aucune violence contre les immeubles bourgeois des Chartrons ou du centre-ville, voire l'Hôtel de ville, comme à Paris, ni aucune attaque des casernes ne s'est déclenchée. Mon sentiment est qu'une majorité de l'extrême gauche s'est mêlée positivement aux gauches prônant une République démocratique, donc intégrant les citoyens populaires, ce qui a pu apaiser le ressentiment contre tout « pouvoir » centralisateur parisien.

Les débats dans la presse, lors des réunions des républicains et au sein des courants partisans ont pu orienter les militants populaires vers une marche pacifique vers un pouvoir parlementaire et municipal intégrant plus ou moins les idées revendicatrices. L'AIT elle-même n'a guère dépassé une expression maîtrisée de ses opinions. Enfin, le rôle fédérateur et apaisant du maire Fourcand doit être mis en valeur. Cela dit, chacun pourra exprimer son opinion critique envers mes interprétations !

### **Quelques références :**

- Hubert Bonin, « Bordeaux vers une ville moderne (1815-1870 » (p. 213-230) ; « Une cité port, de l'industrie aux outre-mers (1870-1914) » (p. 232-253), in Michel Figeac (dir.), Histoire de Bordeaux, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- Jacques Girault, Bordeaux et la Commune, 1870-1871. Mouvement ouvrier et idéologie républicaine au moment de la Commune de Paris, Périgueux, Fanlac, 2009 (réédition du livre paru en 1971 aux Éditions sociales).
- Éric Bonhomme, La République improvisée. L'exercice du pouvoir sous la Défense nationale (4 septembre 1870-28 février 1871), Saint-Pierre-de-Mont, Euredit, 2000. « Bordeaux et la Défense nationale », Annales du Midi, juillet-septembre 1998, p. 319-342.

Hubert Bonin, professeur émérite & chercheur en histoire économique à Sciences Po Bordeaux & à l'umr Gretha-Université de Bordeaux [[www.hubertbonin.fr](http://www.hubertbonin.fr)]

